

Déclaration de la société civile à la 5^e Plateforme régionale sur la réduction des risques de catastrophes dans les Amériques

Montréal, Canada, du 7 au 9 mars 2017

Nous, organisations de la société civile de la région des Amériques, déclarons par la présente notre contribution et nos engagements en vue de mettre en œuvre le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes.

Raisons pour lesquelles la société civile est un partenaire important

Le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes met l'accent sur une approche intégrée et inclusive dans le renforcement des capacités d'adaptation. Le Cadre d'action de Sendai reconnaît notamment le besoin de collaboration entre les organisations de la société civile (OSC) et les institutions publiques :

« en vue notamment d'apporter des connaissances spécialisées et des indications pratiques à l'élaboration et à la mise en œuvre de cadres normatifs, de règles et de plans axés sur la réduction des risques de catastrophe ; prendre part à la mise en œuvre de stratégies et de plans locaux, nationaux, régionaux et mondiaux ; soutenir l'effort de sensibilisation du public, une culture de la prévention et l'éducation aux risques de catastrophe, et y contribuer ; et faire campagne pour des communautés résilientes et une gestion inclusive des risques de catastrophe par la société dans son ensemble» (2015:V.36a).

Les OSC participant à la 5^e Plateforme régionale sur la réduction des risques de catastrophes (RRC) souhaitent contribuer au succès du Cadre d'action de Sendai et des programmes mondiaux qui sont tous interreliés (incluant le programme 2030, les engagements du Sommet humanitaire mondial, l'accord de Paris et le nouveau programme urbain), en adoptant une approche intégrée et holistique qui résonne de plus en plus dans tous les secteurs et chez l'ensemble des acteurs. Les OSC contribueront à l'établissement de liens entre secteurs et aux innovations nécessaires au renforcement des capacités d'adaptation des communautés les plus à risque. La société civile joue un rôle essentiel grâce à son expertise spécialisée, à sa compréhension des réalités locales, à son approche novatrice et à ses liens privilégiés avec les communautés.

L'efficacité du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (et autres programmes mondiaux) dépendra de la participation des populations locales à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des politiques, des règlements et des plans. La création d'un environnement politique et institutionnel propice sera nécessaire en vue d'encourager la participation des populations et des acteurs locaux, tout en s'assurant d'avoir les moyens adéquats à la mise en œuvre d'actions locales.

Engagements de la société civile

Nous, les OSC, nous engageons par la présente à prendre les mesures suivantes en appui au plan régional des Amériques pour la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai pour la RRC.

1. Appuyer le renforcement des capacités d'adaptation des communautés, en ciblant spécifiquement les facteurs de risque, les catastrophes de plus petite échelle souvent négligées, les moyens de subsistance et la santé.
2. Appuyer le renforcement des connaissances et des capacités des communautés et des leaders locaux dans la gestion de risques, tout en assurant le lien avec les gouvernements locaux et nationaux.

3. Appuyer la mise sur pied de systèmes d'alerte précoce à l'échelle locale et communautaire, en intégrant les connaissances scientifiques et locales.
4. Analyser les données ventilées par l'âge, le sexe, le groupe ethnique et s'il y a handicap afin de déterminer les vulnérabilités sociales dans l'ensemble des initiatives.
5. Créer des espaces de discussion avec les leaders locaux en matière de RRC, en construisant des ponts entre programmes et secteurs.
6. Promouvoir et appuyer à l'échelle locale l'éducation formelle et informelle en matière de réduction des risques de catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques et favoriser le déploiement de politiques locales et nationales sur la sécurité à l'école.
7. Appuyer l'institutionnalisation d'une gestion des risques de catastrophes fondée sur les communautés pour renforcer les capacités d'adaptation à l'échelle locale.
8. Renforcer les capacités des communautés locales dans l'ensemble des domaines clés d'intervention et de rétablissement.
9. Promouvoir une réponse intersectorielle dans la région.
10. Promouvoir et contribuer à une évaluation locale pour recueillir les points de vue des communautés les plus à risque — une évaluation complémentaire de la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai.

Les OSC s'engagent à prendre les mesures suivantes pour la période 2017-2018 :

1. Créer et mettre sur pied le Forum des communautés locales des Amériques sur la résilience aux catastrophes.
2. Contribuer au renforcement des plateformes de RRC à tous les niveaux, en fournissant des données à l'échelle locale.
3. Appuyer la coordination d'initiatives intersectorielles publiques-privées.
4. Recueillir, documenter et partager les meilleures pratiques en matière de RRC à l'échelle locale, en adoptant une approche intégrée et intersectorielle.
5. Travailler avec l'UNISDR pour établir un groupe consultatif de la société civile pour la région des Amériques.

Nos demandes aux gouvernements

Pour nous assurer de la mise en œuvre de ces engagements, nous demandons aux gouvernements et aux partenaires de:

- **Favoriser la collaboration entre secteurs**

Les communautés ne perçoivent pas et ne vivent pas les risques de façon isolée. Sur le terrain, les problèmes sont divers et interreliés. Il est nécessaire de procéder à un décloisonnement, de faire des liens entre secteurs et de construire des ponts entre les divers acteurs locaux pour assurer une RRC efficace. Pour réduire la vulnérabilité, il faut déterminer les principaux facteurs de risque dans la région en adoptant une approche plus holistique. Cela comprend la préparation à toutes les catastrophes possibles, allant de catastrophes nucléaires à des catastrophes récurrentes et quotidiennes.

Les gouvernements dans la région des Amériques doivent s'assurer que leurs plans d'action nationaux renforcent la cohérence entre le programme 2030, l'accord de Paris et les programmes qui découlent du Sommet humanitaire mondial et de Habitat III, en vue de s'attaquer aux changements climatiques et autres facteurs de risque et de renforcer la résilience des communautés et de leur environnement naturel et agricole. Cela comprend l'alignement des cibles et des indicateurs ainsi que la complémentarité des budgets et des activités de l'ensemble des intervenants publics.

- **Inclure les populations locales afin de représenter les intérêts des groupes les plus à risque**

Dans l'ensemble des domaines prioritaires, la mise en œuvre des plans du Cadre d'action de Sendai doivent se faire en partenariat avec les populations les plus à risque et devraient commencer à l'échelle locale. La participation des groupes les plus à risque (incluant les femmes, les enfants et les jeunes, les personnes handicapées, les personnes âgées, les petits producteurs, les peuples autochtones et les populations migrantes) est essentielle. L'inclusion doit être comprise comme un enjeu transversal. Les politiques et les systèmes doivent prioriser les besoins spécifiques afin de relever les défis particuliers auxquels doivent faire face les groupes les plus marginalisés.

- **Promouvoir le leadership local pour un plus grand impact en matière de RRC**

Les effets des risques et des catastrophes sont particulièrement importants à l'échelle locale. Le renforcement du leadership local et la promotion de l'égalité des sexes sont essentiels. Les OSC peuvent contribuer à développer les capacités locales, en conformité avec l'approche holistique du Cadre d'action de Sendai, à promouvoir le leadership local et le déploiement d'actions locales.

- **Financer à l'échelle locale la RRC**

La mise en œuvre équitable du Cadre d'action de Sendai à tous les niveaux requiert un budget exhaustif, un accès local à l'information, des innovations technologiques et un renforcement des capacités. Nous demandons aux États et aux partenaires d'assurer que les activités de RRC soient financées et intégrées de façon constante et prévisible dans l'ensemble des programmes humanitaires et de développement, à l'avance et à l'échelle locale, en s'attaquant aux causes profondes des risques et des vulnérabilités.

Les procédures opérationnelles pour l'octroi de fonds en matière de RRC doivent aussi être considérablement simplifiées et « localisées » de manière à répondre aux besoins locaux rapidement.

- **S'appuyer sur des données locales dans la prise de décision**

La prise de décision à l'échelle locale et nationale doit tenir compte des priorités, des connaissances et des risques locaux. Les pays doivent appuyer la constitution de bases de données accessibles, qui comprendraient de l'information jugée importante pour la région comme l'utilisation des terres, la vulnérabilité des écosystèmes et la planification du territoire urbain. On a réitéré à de nombreuses reprises le besoin de mécanismes standardisés pour recueillir et utiliser des données ventilées et ce besoin doit être pris en compte dans la région des Amériques.

- **S'assurer de la mise en vigueur, de la bonne gouvernance et de la transparence des mesures prises en matière de RRC**

Même dans les pays où de solides politiques ont été mises sur pied, le manque de reddition de comptes peut compromettre l'efficacité des plans de gestion des risques. Les plans d'action de RRC doivent comprendre des mécanismes de reddition de comptes transparents et institutionnalisés pour assurer la participation des citoyens.

- **Appuyer des plateformes inclusives à tous les niveaux pour un dialogue multipartite et un suivi de la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai**

Il est essentiel d'avoir des plateformes inclusives afin d'adopter une approche ascendante (*bottom-up*) pour passer de la planification à l'action. De telles plateformes permettent des échanges entre les secteurs privé et public et le partage de différents points de vue – incluant spécifiquement les OSC qui œuvrent à l'échelle locale, dont les organisations de femmes.

- **Renforcer les réseaux d'OSC pour accroître la coopération sud-sud**

Les organisations et les réseaux régionaux peuvent jouer un rôle important pour faciliter le partage des connaissances, l'échange de pratiques novatrices et le renforcement des capacités. La participation des OSC dans la coopération sud-sud et la collaboration entre secteurs peuvent contribuer à de meilleurs résultats collectifs. La société civile et autres réseaux nationaux et régionaux devraient être renforcés, en répliquant et en s'appuyant sur les meilleures pratiques de la région et les capacités d'en tirer des leçons.

Déclaration rédigée par le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) et le Réseau mondial des organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes (GNDR).

Commentaires et endossements de :

1. ACCION A. G. (Red de ONGs Chilena)
2. ACP Civil Society Forum – Barbados
3. ACT-Alianza – Regional LAC
4. Action Secours Ambulance (ASA) – Haiti
5. Agrupamiento Mburucuya de Uruguay
6. Alianza por la Resiliencia – Guatemala
7. Amigos del Viento Meteorología Ambiente Desarrollo – Uruguay
8. AQUAVIDA – Bolivia
9. Artigas 86 – Uruguay
10. Arquitectos De Desastres – Sociedad Central de Arquitectos – Argentina
11. Asociación Chilena Pro Naciones Unidas – ACHNU Chile
12. Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia (ACIJ) – Argentina
13. Asociación Coordinadora Comunitaria de Servicios para la Salud – Guatemala
14. ASONOG (Asociación de Organismos No Gubernamentales) – Honduras
15. Asociación de Proyectos Comunales de El Salvador
16. Asociación Ministerio Diaconal Paz y Esperanza – Peru
17. Asociación para la Educación y el Desarrollo – ASEDE Guatemala
18. Asociación para una Sociedad Más Justa – Honduras
19. Asociacion Tesai Reka Paraguay
20. Asociación Unidos por La Vida – Guatemala
21. Asociación Vecinal Barrio Saladero de Bahía Blanca – Argentina
22. Associacion Grupamento de Bomberos Civil Voluntários – GBCV (Brasil)
23. Association Haitienne pour la Promotion des Handicapés – Haiti
24. ADEVAS Agencia de Desarrollo Departamental de Ocotepeque “Valle de Sensenti” – Honduras
25. ADROH Asociación para el Desarrollo Rural de Honduras
26. AESMO Asociación Ecológica de San Marcos Ocotepeque – Honduras
27. APDI Asociación Popular de Desarrollo Integral – Honduras
28. ATRIDEST Asociación del Trifinio para el Desarrollo Sostenible – Honduras
29. AMIR Asociación de Mujeres Intibucanas – Honduras
30. ASIDE Asociación de Investigación para el Desarrollo Ecológico y Socioeconómico – Honduras
31. Bagulhadores do Mió – Brazil
32. CARE Canada
33. Caritas Chile
34. CARSAL Cooperativa Agropecuaria Regional Santabarbarenses Ltda – Honduras
35. CASM Comisión de Acción Social Menonita – Honduras
36. Centro al Servicio de la Acción Popular – CESAP Venezuela
37. Centro Alexander von Humboldt – Nicaragua
38. Centro de Asesoramiento para el Desarrollo Social Bolivia
39. Centro de Estudios y Prevención de Desastres (PREDES) – Peru

40. Centro de Estudios, Análisis y Documentación del Uruguay
41. Centro de Investigación y Acción para el Desarrollo Urbano – Peru
42. Centro de Jubilados Puerto Viejo Bahía Blanca – Argentina
43. Centro de Protección Para Desastres – El Salvador
44. Centro Estratégico para el Desarrollo Sostenible – Chile
45. Centro Intereclesial de Estudios Teológicos y Sociales – Nicaragua
46. CISP – Sviluppo dei Popoli Regional LAC Office
47. Club Agrario La Juventud – Uruguay
48. Comisión de Acción Social Menonita – Honduras
49. Comité de Emergencia Garifuna de Honduras
50. Comunidad de Historia Mapuche – Chile
51. Comunidades Cristianas de Apoyo – Guatemala
52. Concertación Regional para la Gestión de Riesgos – CRGR Centro América
53. Confederación Colombiana de ONG – Colombia
54. Consejo de Iglesias de Cuba
55. Conservación del Territorio Insular Mexicano
56. Construction Resource & Development Centre – Jamaica
57. Construyendo Sociedad – Paraguay
58. Convergencia Ciudadana para la Gestión de Riesgos – COCIGER – Guatemala
59. Cooperativa de Asistencia Técnica Transdisciplinar – Uruguay
60. CopaU – Uruguay (Consumidores organizados de la producción agroecológica del Uruguay)
61. Corporación de Estudios Sociales y Educación – Chile
62. Corporación Gestión del Riesgo Acción Integra – Colombia
63. Corporación Nueva Acropolis Chile
64. Corporación para la Gestión del Riesgo – Colombia
65. COPRAOL Cooperativa Regional Agrícola Ambiental de Occidente, Ltda. – Honduras
66. COPROCAA Comité de Protección del Parque Nacional Cerro Azul y Ambiente – Honduras
67. CUDRR+R – Center for Urban Disaster Risk Reduction and Resilience
68. CULTURA AMBIENTAL – Uruguay
69. DIA Desarrollo Integral Alternativo – Honduras
70. El Centro de Asesoramiento para el Desarrollo Social, CADES – Bolivia
71. Equipo Metodista de Ayuda Humanitaria Chile
72. Faith & the Common Good on behalf of CLARION
73. Federation des Organisations Sociales du Grand Nord (FOSGN) – Haiti
74. Foro Ciudades para la Vida – Peru
75. Frente Social de Vecinos Unidos con Propiedad AC – Venezuela
76. Fundación Alto Rio – Chile
77. Fundación Asperger Chile
78. Fundación Azimuth – Colombia
79. Fundación de Mujeres Luna Creciente – Ecuador
80. Fundación del ALTO – Argentina
81. Fundación Ecueménica Guatemalteca “Esperanza y Fraternidad” – Guatemala
82. Fundación Guatemala
83. Fundación Humanidad y Desarrollo – Ecuador
84. Fundación Maquilishuatl – El Salvador
85. Fundación Nacional para la Superación de la Pobreza – Chile
86. Fundación Orlando Robleto Gallo – Nicaragua
87. Fundación para el Desarrollo Alternativo Responsable para Galápagos – Ecuador
88. Fundación para el Desarrollo Comunal y Municipal – El Salvador
89. Fundación Red de Solidaridad Ciudadana – Venezuela
90. Fundación Salvadoreña para la Promoción Social y el Desarrollo Económico – El Salvador
91. Fundación Social Equipo Metodista de Ayuda Humanitaria – Chile
92. Fundación Unidos con Propiedad AC República Bolivariana de Venezuela

93. Fundación Red de Solidaridad Ciudadana
94. FUNDAR GALAPAGOS
95. Fundación Parque Nacional Pico Bonito – Honduras
96. German Arbeiter– Samariter– Bund (ASB) Regional LAC Office
97. Global Infancia – Paraguay
98. Grupamento de Bombeiros Civis Voluntários – GBCV – Brazil
99. Grupo Impulsor de la Gestión de Riesgos de Desastres – Peru
100. Grupo Social CESAP de Venezuela
101. Habitat for Humanity International
102. Habitat para la Humanidad LAC Office – Costa Rica
103. Hábitat para la Humanidad Argentina
104. Hábitat para la Humanidad Guatemala
105. Hábitat para la Humanidad El Salvador
106. Hábitat para la Humanidad Chile
107. Handicap International – Canada
108. Initiative Citoyenne du Nord-Ouest pour la Democratie et le Developpement – Haiti
109. Instituto de Desarrollo Urbano – Peru
110. Instituto de Investigación, Capacitación y Desarrollo de la Mujer – El Salvador
111. Instituto del Río Negro (INDRA) Instituto para el Desarrollo Rural y Aguas – Uruguay
112. Instituto para la Superación de la Miseria Urbana de Guatemala
113. InterAction
114. International Association of Emergency Managers El Salvador
115. International Security and Safety Protection Professional Asociation – Peru
116. IUTUS - Instituto Uruguayo de Turismo Sustentable
117. Mesa Forestal y Ambiental de Huehuetenango – Guatemala
118. Mesa Nacional de Incidencia para la Gestion de Riesgos – Honduras
119. Mesa Nacional para la Gestión de Riesgos – Nicaragua
120. Mesa Permanente para la Gestión de Riesgos – El Salvador
121. Movimiento Comunal Nicaraguense – Nicaragua
122. Movimiento Nacional de Mujeres de Sectores Populares del Ecuador Luna Creciente
123. Municipios frente al Cambio Climático – Argentina
124. Nexo - Asociación Civil Comunicación para la Reducción del Riesgo de Desastres – Argentina
125. ONG ESTRATEGIA – Paraguay
126. ONG Inclusiva – Chile
127. Oxfam LAC
128. Oxfam Québec
129. OCDIH Organismo Cristiano de Desarrollo Integral de Honduras
130. ODECO Organización para el Desarrollo de Corquin – Honduras
131. Asociación Proyectos e Iniciativas Locales para el Autodesarrollo Regional de Honduras
132. Plan International Canada
133. Practical Action Regional LAC Office
134. PRO VIDA, Asociación Salvadoreña de Ayuda Humanitaria – El Salvador
135. Pronatura de Republica Dominicana
136. Psicólogos Sin Fronteras Venezuela
137. RAPID LA – Peru
138. READAPT – Brazil
139. Red de Ambientalistas en Acción – El Salvador
140. Redescubre A.C. – México
141. Réseau des Volontaires pour la Promotion de la Démocratie et du Developpement d'Haiti
142. RET International Regional LAC Office
143. SEDYS-Trujillo – Peru
144. Servicio Social de Iglesias Dominicanas (SSID) – Republica Dominicana
145. Sociedad Ecológica Conservacionista Aragua – Venezuela

146. Sustainable Development Institute – IDEST – Brazil
147. TECHO – Argentina
148. Unidad de Rescate Nacional Rep Dominicana
149. Union des Amis Socio Culturels d'Action en Developpement – Haiti
150. Union Nacional de Productores Asociados – Nicaragua
151. UTC Unión de Trabajadores del Campo – Honduras
152. La Paz – Unión de Trabajadores del Campo Regional La Paz – Honduras
153. World Accord
154. World Animal Protection – LAC
155. World Vision Canada